

MOUVEMENT POUR UN
RÉGIME PUBLIC ET UNIVERSEL
D'ASSURANCE MÉDICAMENTS

La pièce manquante.



9

Une mobilisation qui prend de l'ampleur

La campagne La pièce manquante menée conjointement par les trois grandes centrales syndicales du Québec, la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), rejoint plus d'un million de membres à la grandeur du Québec.

Depuis plusieurs années, les appuis à la mise en place d'un régime public universel d'assurance médicaments se multiplient à la grandeur du pays, tant au Québec que dans l'ensemble des provinces canadiennes.



Au Québec

- Le 1^{er} mars 2019, la CSN, la CSQ et la FTQ ont publié une déclaration commune avec l'Union des consommateurs (UC), l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) et la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB), afin de démontrer aux élus et élus fédéraux qu'il existe un important consensus québécois en faveur de la mise en place d'un régime public et universel. Ce serait une erreur de reproduire à l'échelle du Canada le régime hybride québécois, qui contient de graves lacunes!
- Plus de 465 organisations citoyennes, communautaires et syndicales, et de nombreux spécialistes de la santé ont donné leur appui à la campagne pour un régime entièrement public, initiée par l'UC en 2009.
<https://bit.ly/2V0OGXu>.
- Plus de 8600 personnes ont acheminé une lettre à leur député provincial en faveur d'une nouvelle Politique du médicament basée sur un régime d'assurance médicaments entièrement public dans le cadre de la campagne d'information et de mobilisation citoyenne pour l'adoption d'une assurance médicaments 100 % publique, Le remède aux coupures, ça existe!, lancée par la Coalition solidarité santé (CSS) en décembre 2015.
<https://bit.ly/2OsS6xO>.
- En décembre 2017, la Chambre de commerce et d'entrepreneuriat des Sources, dans la région de la MRC des Sources, en Estrie, a donné son appui à l'instauration d'un régime public universel d'assurance médicaments au Québec.
<https://bit.ly/2YT3EiM>.
- La Fédération médicale étudiante du Québec (FMEQ) a donné son appui en février 2018.
<https://bit.ly/2HIWdVZ>.

Ailleurs au Canada

La mise en place d'une assurance publique pancanadienne obtient de plus en plus d'appuis :

- Selon un sondage Angus Reid², 91 % de la population canadienne estime que notre système public de soins de santé doit comprendre un régime universel d'assurance médicaments.
- La Chambre de commerce de la Colombie-Britannique a adopté, en mai 2016, une résolution en faveur d'un régime d'assurance médicaments entièrement public au Canada, en précisant qu'il fallait éviter le modèle québécois, notamment en raison de l'inefficacité des couvertures d'assurances fragmentées.
<https://bit.ly/2Fun7gR>.
- Près de 300 universitaires canadiens ont appuyé le rapport Pharmacare 2020³, revendiquant un régime d'assurance médicaments entièrement public.
<http://pharmacare2020.ca>.
- La Société canadienne des pharmaciens d'hôpitaux (SCPH) appuie l'élaboration d'un régime national d'assurance médicaments coordonné dans lequel la fourniture de médicaments nécessaires est reconnue en tant que service de santé assuré.
<https://bit.ly/2I0n2FA>.
- En septembre 2017, le Congrès du travail du Canada (CTC), qui représente 3,3 millions de travailleuses et travailleurs, a lancé la campagne L'assurance médicaments : un régime pour tous⁴!
- Plus de 70 organisations représentant des fournisseurs de soins de santé, des organismes à but non lucratif, des travailleuses et travailleurs, des personnes âgées, des bénéficiaires et des universitaires ont signé le manifeste de la Coalition canadienne de la santé en faveur d'un régime national d'assurance médicaments, publié en septembre 2018.
<https://bit.ly/2FEoTO1>.

- En somme, plusieurs grandes organisations canadiennes soutiennent la mise en place d'un régime public universel, dont l'Association médicale canadienne (AMC), la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers (FCSII), les Médecins canadiens pour le régime public (MCRP), la Fédération canadienne des municipalités (FCM), le Conseil des Canadiens, etc.
- En avril 2018, le Comité permanent de la santé de la Chambre des communes a déposé un important rapport⁵ recommandant la mise en place d'un régime national d'assurance médicaments qui apporterait une solution aux principaux problèmes liés à l'accessibilité et au contrôle des coûts des médicaments prescrits au Canada.

Le Comité recommande notamment :

- De modifier la Loi canadienne sur la santé afin d'inclure, dans la définition de « services de santé assurés », les médicaments prescrits par une professionnelle ou un professionnel de la santé agréé et délivrés ailleurs qu'en milieu hospitalier.
- D'accorder des ressources financières supplémentaires aux provinces et aux territoires, par le biais du Transfert canadien en matière de santé, pour qu'ils ajoutent les médicaments délivrés sur ordonnance en dehors des hôpitaux à leur régime public d'assurance maladie.

¹ Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, et autres (2019). « Un régime d'assurance médicaments public et universel au Canada », [Lettre d'opinion], *Le Droit*, [En ligne]. [ledroit.com/opinions/votre-opinion/un-regime-dassurance-medicaments-public-et-universel-au-canada-3429a8b04cfe00cac7b4adf69c03aa2].

² ANGUS REID INSTITUTE (2015). *Prescription drug access and affordability an issue for nearly a quarter of all Canadian households*, [En ligne] (15 juillet). [angusreid.org/prescription-drugs-canada/].

³ G. MORGAN, Steven, et autres (2015), *Pharmacare 2020 : l'avenir de l'assurance-médicaments au Canada*, [En ligne], Vancouver, Consortium de recherche sur les politiques pharmaceutiques, Université de la Colombie-Britannique, 20 p. [pharmacare2020.ca/assets/pdf/L-avenir-de-l-assurance-medicaments-au-Canada.pdf].

⁴ CONGRÈS DU TRAVAIL DU CANADA (2017). *L'assurance-médicaments : un régime pour tous*, [En ligne]. [unregimepourtous.ca/].

⁵ CANADA. CHAMBRE DES COMMUNES (2018). *Un régime d'assurance-médicaments universel pour tous les canadiens : une nécessité*, [En ligne], Rapport du Comité permanent de la santé, 42e législature, 1re session, 147 p. [publications.gc.ca/collections/collection_2018/parl/xc62-1/XC62-1-1-421-14-fra.pdf].